

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2015

LE PASS NAVIGO tarif unique pour tous les Franciliens

Une victoire attendue ! À partir du 1^{er} septembre 2015, la tarification du Pass Navigo en 5 zones a été supprimée et remplacée par un tarif unique à 70 € permettant à tous les abonnés franciliens de se déplacer partout dans leur région. En outre, les jeunes scolarisés et les étudiants bénéficient d'un demi-tarif (30 €) pour la carte Imagine'R. Une réponse à la fracture territoriale au sein de la région.

Une victoire pour les élus communistes régionaux qui, dès 2004, étaient les seuls à porter cette revendication, sur le principe : « une région, une zone ». Refusée par la droite et jugée « irréaliste » par le PS, cette proposition est enfin reprise en 2010 par les écologistes, d'abord réticents. Dès 2007, le groupe communiste obtient la suppression des zones 7 et 8, puis de la zone 6. C'est en décembre 2014 que ce projet est enfin adopté par le STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France).

Pour contribuer à son financement, un accord a été conclu avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France qui prévoit une légère augmentation du « versement transport » payé par les entreprises (de plus de 9 salariés) de Paris et de la petite couronne. Une augmentation que les élus communistes jugent insuffisante, mais pour laquelle ils continueront à se battre.

D'autres batailles sont à poursuivre au niveau de la Région : l'amélioration des lignes RER, l'engagement rapide des travaux pour le métro du Grand Paris Express et la relance du transport de marchandises par voie ferrée pour réduire la pollution.

Sans oublier la lutte à mener au niveau de la Ville pour revenir sur les conditions d'accès aux cartes Améthyste et Émeraude qui depuis 2012 ont écarté des Parisiens aux revenus modestes et pour que le tarif unique leur soit appliqué.



Le jour de la mise en place du Pass Navigo à tarif unique, les élus communistes (ici Pierre Laurent, conseiller régional et Didier Le Reste) à la rencontre des usagers de la gare Saint Lazare

EXILÉS amplifier les premières avancées

En juin dernier, le PCF 10^e s'est battu avec ses élus contre l'évacuation du campement de La Chapelle. Détruire les tentes tout en laissant la plupart des migrants à la rue n'est jamais une solution. La mobilisation d'habitants aux côtés des militants avait permis la prise en charge plus ou moins satisfaisante de quelques centaines de migrants.

Depuis, la photo du petit Aylan a ébranlé les consciences de millions d'Européens qui sont bien obligés de regarder en face le drame qui se joue à la porte de leur continent. L'État s'est enfin décidé à accepter la présence de 24 000 « réfugiés ». Cela sous-entend que le tri va être fait entre les « bons immigrés » et les autres. Pourquoi ce tri ?

Bien que les images de migrants arrivant ou se déplaçant en Europe tournent en boucle, ils représentent au total moins de 0,1% de la population européenne. Il n'y a donc aucune difficulté quant au nombre à accueillir, qu'ils soient réfugiés à cause de persécutions ou victimes de la guerre économique que l'Occident livre à l'Afrique.

La Ville de Paris vient d'annoncer la création de 460 places d'hébergement. Là aussi ce ballon d'oxygène est une bonne nouvelle mais cela reste faible en regard des besoins.

La seule solution valable consisterait à autoriser la liberté de circulation et le droit de travailler afin que ces personnes ne dépendent ni des passeurs pour leur trajet ni des pouvoirs publics ou des associations à leur arrivée. Ainsi ils ne seraient pas non plus contraints de travailler au noir, pendant des années, pour un salaire de misère, en attendant leur régularisation.

Alors, l'immigration deviendra invisible et nous nous rendrons compte qu'elle ne pose d'autres problèmes que ceux créés par les politiques antimigratoires.

Dante Bassino, adjoint au maire du 10^e, délégué au Logement

ENCADREMENT DES LOYERS À PARIS

une amorce de baisse des locations ?

Paris est la seule ville à expérimenter, depuis le 1^{er} août, l'encadrement des loyers, dispositif prévu dans la loi ALUR de mars 2014. Son mécanisme : un loyer de référence (au m²) a été fixé en fonction du quartier (80 secteurs à Paris) et du type de logement. Le propriétaire ne peut plus désormais dépasser le plafond, c'est-à-dire le loyer de référence, de plus de 20%, même s'il reste possible au propriétaire de contourner le dispositif en arguant de caractéristiques « exceptionnelles » justifiant une majoration.

Il semble que la mesure ait incité les propriétaires à baisser le prix de leurs loca-

tions. Depuis le 1^{er} août, le nombre de loyers dépassant le plafond d'encadrement a sensiblement diminué: entre 22 et 29% selon les études faites par 2 sites spécialisés contre 46 à 49% pendant les 7 premiers mois de 2015. Cela pourrait se traduire par une baisse de l'ordre de 10% des loyers, mais il ne faut pas oublier qu'ils avaient augmenté de 44% en 10 ans.

Dante Bassino, adjoint communiste au Logement au maire du 10^e, se réjouit de cette diminution significative du nombre de loyers abusifs et du maintien du volume de l'offre locative, contrairement aux prévisions des professionnels de

l'immobilier, réticents à ce dispositif d'encadrement. Il rappelle cependant que les loyers restent à un niveau excessif, hors de portée de nombreux foyers. À noter que la Chambre nationale des propriétaires a déposé récemment deux recours pour bloquer l'application de cette mesure.

De nombreuses autres villes, en particulier celles dirigées par des maires communistes en banlieue parisienne, réclament également que ce dispositif s'applique sur leur territoire. Manuel Valls s'y oppose, jugeant sans doute la mesure trop de gauche, malgré sa portée limitée...

EX-CASERNE CHÂTEAU LANDON quel projet ?

Lors du Conseil d'arrondissement du 15 juin dernier, il a été décidé de mettre à disposition de la RIVP (bail emphytéotique de 45 ans) les locaux de l'ex-caserne Château Landon, propriété de la ville. Un ensemble de bâtiments vides depuis l'installation des pompiers quai de Valmy en 2005. Les élus communistes se sont réjouis de cette décision, attendue depuis longtemps, du lancement de la réhabilitation de ces bâtiments laissés à l'abandon, mais demandent qu'une réelle concertation se mette en place avec les habitants pour décider du contenu du futur aménagement. Plusieurs attentes ont déjà été formulées, comme : l'extension du groupe scolaire Louis Blanc qui a besoin de locaux supplémentaires ou la mise à disposition d'espaces au rez-de-chaussée pour des projets associatifs et d'animation du quartier.

De son côté, la RIVP propose de créer une plateforme d'innovation dédiée à la mode. Ce projet prévoit la création d'ateliers de jeunes créateurs, des espaces de coworking, des salles de réunions, un lieu dédié aux manifestations et défilés de mode. On peut craindre qu'un tel projet ne profite qu'à de grandes marques de luxe. Si un tel projet devait être retenu, il devrait impérativement intégrer la mise en place d'un partenariat avec le lycée professionnel Marie-Laurencin implanté dans le 10^e, spécialisé dans les métiers de la mode et du vêtement.

Autre point à régler : les élus communistes demandent de commencer à rechercher une nouvelle implantation pour la distribution de repas, faite depuis 2 ans dans ce bâtiment, par l'Armée du Salut.



LES MOTS POUR NE PAS LE DIRE

Ils semblent naturels ou neutres et pourtant les mots influent sur notre façon de penser le monde.

Au fil du temps et de leur usage, ils impriment leur marque. Notre pensée est prise dans le filet de ces mots qui dérivent, qui nous emportent à notre insu.

C'est ainsi que le licenciement collectif devient « plan de sauvegarde de l'emploi », le quartier populaire devient « zone urbaine sensible », l'usager devient « client ».

Dès lors, décrypter les mots, leur usage, savoir reconnaître leurs pièges devient un travail indispensable à qui refuse d'être manipulé, à qui veut continuer à comprendre la réalité.

Le langage ne dit pas seulement le monde, il le transforme, le façonne. Reprendre le pouvoir sur les mots, c'est reprendre le pouvoir sur notre monde.

C'est pour nous aider dans ce salutaire travail de mise en perspective que nous vous proposons la rencontre avec Josiane Boutet, socio linguiste

professeur des universités en sciences du langage

le mardi 6 octobre à 19h

57 rue des Vinaigriers Paris 10^e

l'action politique a un coût

si vous pensez que ce journal vous informe utilement

aidez-nous financièrement à le pérenniser

participez à la souscription en faisant un don par chèque

à l'ordre de: ADF PCF 75

et adressez-le à : PCF10

57 rue des Vinaigriers 75010 Paris

si vous êtes imposable, un reçu fiscal vous sera adressé vous permettant une réduction de 66% du montant versé

ÉLUS COMMUNISTES

premier compte rendu de mandat

C'est en juin dernier, soit un an après leur élection, que les élus communistes du 10^e ont organisé une réunion publique à l'école des Récollets pour faire un point sur la mise en œuvre du programme municipal.

Face au désengagement de l'État envers les quartiers « politique de la ville » dont le nombre a été divisé par deux, y compris dans le 10^e, Didier Le Reste a rappelé la mobilisation qu'il a fallu mener avec les associations pour le maintien des financements en faveur des quartiers populaires du 10^e.

Pour répondre aux besoins d'accueil en crèches, Dominique Tourte a précisé qu'une nouvelle crèche de 70 berceaux allait ouvrir à la fin de l'année rue Bichat et annoncé la mise en place récente des conseils de parents pour renforcer la concertation.

Dante Bassino, adjoint au maire en charge du Logement, a rappelé que le

financement de 300 logements sociaux a déjà été voté en une année et a informé de la livraison de 2 grosses opérations (69 logements au passage Delessert et 90 rue Bichat) à la fin 2015.

Deux innovations importantes ont été évoquées : d'une part, le renforcement de la transparence dans l'attribution des logements grâce à un système de cotation et, d'autre part, les nouvelles modalités pour faciliter les échanges de logements sociaux.

Parmi les autres enjeux évoqués par les participants : les projets sur les hôpitaux Lariboisière et Fernand Widal, l'avenir des centres de santé, l'ouverture de la salle de consommation à moindres risques, l'accueil des migrants, la lutte contre le travail dissimulé à Château d'Eau...

Les élus communistes continueront à faire des points réguliers pour échanger avec les habitants du 10^e.

HÔPITAUX PARISIENS

la totalité de l'offre de soins existante doit rester à Paris !

Hôtel-Dieu, Bichat, Beaujon, Val-de-Grâce, Lariboisière... La liste des hôpitaux parisiens menacés, selon les cas, de fermeture ou de restructuration, est longue. Les premières victimes d'une réduction de l'offre de soins parisiens sont connues : l'espérance de vie à la naissance est déjà de sept années inférieure dans les quartiers populaires de Paris par rapport aux quartiers plus aisés. Les communistes parisiens se mobilisent depuis le début contre ces attaques contre la santé des Parisiens : votation citoyenne pour Bichat, occupation de l'Hôtel-Dieu, pétitions pour Lariboisière...

Le 17 juillet, en plein été, la ministre de la Santé a validé le projet contesté du « nouveau Lariboisière », soutenu par le nouveau directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch. Les communistes du 10^e ne peuvent que se satisfaire de la construction d'un nouveau bâtiment, mais le projet n'intègre pas les 150 lits de gériatrie de Fernand Widal et prévoit la vente d'une partie des terrains de Lariboisière pour réaliser une opération financière ! Un choix inacceptable contraire à la santé des Parisiens. Les élus communistes ont immédiatement affirmé leur refus de voir une partie de l'offre de soins disparaître.

cf.pcfparis10.fr

Les communistes du 10^e continueront à se battre pour une offre de soins de qua-

lité accessible à tous les habitants de l'arrondissement. Pour cela, l'entièreté de l'offre de soins existante doit être sauvegardée (hôpitaux et tous leurs services, centre de santé Richerand...). Le centre de santé en secteur I prévu à Belleville doit également voir le jour.

Nous sommes également attentifs à la rénovation du site de l'hôpital Fernand Widal : les communistes soutiennent la création de logements sociaux, d'une crèche et d'un espace vert sur ces terrains.

Le combat continue ! Vous pouvez continuer à signer notre pétition demandant la sauvegarde de l'ensemble des activités hospitalières existantes dans le 10^e en signant la pétition :

<https://www.change.org>



le 16 juin dernier, les élus communistes du 10^e ont fait à l'école des Récollets un premier compte-rendu de leurs activités pendant la 1^{ère} année de leur mandat

FRUITS ET LÉGUMES

vente solidaire contre la vie chère

Les communistes du 10^e et leurs élus ont participé activement, le 20 août dernier à la Bastille, à la vente directe de légumes et de fruits à prix coûtant. Une initiative organisée par le PCF et le syndicat agricole MODEF dans une quarantaine de points de distribution en Île-de-France, dont un à la Bastille. Cette opération a, encore une fois, connu un vif succès, en particulier auprès des habitants des quartiers populaires qui ont pu faire des achats à des prix accessibles.

L'objectif était également de dénoncer les pratiques de la grande distribution et des entreprises de l'agroalimentaire qui achètent leurs produits à des prix trop bas n'assurant pas aux producteurs une juste rémunération de leur travail. Alors que notre pays était auparavant autosuffisant, nous ne produisons plus actuellement que 60% de nos besoins et la moitié des producteurs français de fruits et légumes ont disparu en 15 ans.

Les communistes parisiens ont rappelé leur volonté de créer, dans les quartiers populaires, des halles alimentaires de proximité afin de favoriser la vente directe de produits locaux dans la capitale, à des prix accessibles à tous. Une proposition qui a été débattue au Conseil de Paris et qui, à titre expérimental, pourrait se concrétiser dans le 10^e.



CONSEIL DES GÉNÉRATIONS FUTURES

lancement parisien à l'automne 2015

Didier Le Reste, conseiller de Paris PCF-FDG, a été chargé par le Conseil de Paris, en mai 2014, de la mise en place de cette proposition du PCF, traduite par un engagement dans le programme des municipales de 2014.

Le Conseil économique, social et environnemental parisien, appelé « Conseil des générations futures », permettra à une diversité d'acteurs de se prononcer sur les grandes orientations de la municipalité, notamment en matière de déve-

loppement et d'emploi. Ce conseil pourra s'exprimer en amont de la prise de décision sur les grandes mutations environnementales, socio-économiques, sociétales, culturelles et sur les grands projets d'aménagement.

S'il existe déjà des structures locales de concertation, nous aurons là un outil plus global, fort de 164 membres qui, à parité hommes/femmes, réunira des citoyens de divers univers économiques, sociaux et sociétaux.

Pour Didier Le Reste, intervenant en Conseil de Paris en juillet 2015, « cette instance a été revendiquée entre autre par le mouvement syndical. La société souffre d'un déficit de débat public. Le Conseil des générations futures doit aider à redynamiser le dialogue social et citoyen ».

Le Conseil des générations futures doit siéger pour la première fois à l'automne 2015.

PROJETS DE DÉCRETS SUR LE TRAVAIL DU DIMANCHE un déni de démocratie !



présence de nombreux élus communistes parisiens à la manifestation du 16 décembre dernier organisée par l'intersyndicale du commerce de Paris

La publication à la mi-août des projets de décrets délimitant les futures « zones touristiques internationales » (ZTI), dans lesquelles les commerces seront autorisés à employer des salariés le dimanche, a été perçue par les élus communistes/ Front de gauche comme un déni de démocratie. Le rapport de la Mission d'information et d'évaluation (MIE) du Conseil de Paris, publié en décembre 2014, avait pourtant démontré que l'extension du travail dominical n'entraînerait pas les créations d'emplois annoncées par la droite et le MEDEF et que, faute d'augmentation du pouvoir d'achat, elle ne se traduirait par aucun développement du chiffre d'affaires des magasins. Par contre, elle aurait pour conséquence de fragiliser les petits commerces au profit des grandes enseignes.

De plus, les projets de décrets prévoient de créer, au lieu des 4 envisagées initialement par le ministère, 12 ZTI auxquelles s'ajoutent les 6 gares parisiennes. Cette extension injustifiable montre bien que l'argument de la fréquentation touristique internationale n'est qu'un alibi. L'objectif de la loi Macron, c'est la généralisation du travail du dimanche et des ouvertures nocturnes. Les élus communistes entendent profiter de la phase de concertation pour réaffirmer leur totale opposition, qu'ils viennent d'exprimer de nouveau, en septembre, par des vœux dans les conseils d'arrondissement.

TEL-AVIV SUR SEINE marketing politique contre droits humains

Annoncée comme événement festif et culturel, l'initiative *Tel-Aviv sur Seine* a suscité une large réprobation dont la presse s'est fait l'écho. Les élus communistes parisiens ont immédiatement dénoncé cette opération décidée sans concertation.

Le PS fait comme s'il n'y avait pas eu des bombardements sur Gaza presque tous les deux ans depuis 2008, 5 000 prisonniers palestiniens « jugés » par des tribunaux militaires et récemment la mort d'une famille entière brûlée vive dans sa maison, non loin de Naplouse.

Morts palestiniens qui ne sont que le résultat de la poursuite frénétique de la colonisation et d'une occupation qui, depuis 66 ans, a produit des millions d'expulsés et de réfugiés. Le blocus de Gaza et le refus des dirigeants israéliens de laisser se créer un État en Cisjordanie et à Gaza, tout cela se fait avec la passivité des Israéliens. Tel Aviv n'a pas échappé à l'extrême-droitisation de la vie politique.

L'agressivité d'Israël cet été sur le terrain (tirs sur le Golan et nouveaux raids à Gaza) montre qu'on ne peut décidément pas mettre dos à dos colonisateur et victimes de la colonisation. D'ailleurs, le vote de plusieurs Parlements occidentaux pour la reconnaissance de la Palestine, la mobilisation des sociétés civiles et le désinvestissement d'entreprises (Véolia, Alstom, Orange) isolent davantage le gouvernement israélien. C'est à cette évolution qu'il convient d'être attentif.

Seule l'application du droit international garantira aux Palestiniens comme aux Israéliens de vivre en paix. Telles peuvent être résumées les raisons politiques pour lesquelles *Tel-Aviv sur Seine* était une initiative au minimum désinvolte.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr